



**Protéger le porte-monnaie
de la classe moyenne.
Rendre l'État plus efficient.
Vivre mieux.**

Image: Jannik Kaiser

La Suisse est l'un des pays les plus prospères au monde. Son succès repose sur un modèle simple fondé sur la liberté, la responsabilité individuelle et la prise en compte des besoins des plus faibles.

Mais ce modèle est à la peine. Les politiciens de l'UDC, du PS et du Centre promettent monts et merveilles à la population. L'UDC sait pertinemment que la Suisse doit une grande partie de son succès à son économie d'exportation. Malgré cela, ce parti promet une souveraineté absolue de la Suisse, chose qui n'a jamais existé. Le Centre sait lui aussi que les rentes AVS décidées

aujourd'hui ne sont pas encore financées - et pourtant, il exige des versements de rentes plus élevés qui auraient pour conséquences des prélèvements salariaux et une TVA augmentée. Avec ses politiques dépensières, la gauche attaque frontalement le porte-monnaie de la classe moyenne ainsi que les PME tout en sachant pertinemment que sans un secteur privé fort, aucune prestation sociale ne peut être financée.

Notre pays se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les guerres, les crises et un avenir incertain obligent la Suisse à décider quelles tâches l'État doit encore assu-

mer. Dans ce papier de position, le PLR présente un programme en 9 points pour protéger les places de travail et le porte-monnaie de la population. Celles et ceux qui se lèvent tôt doivent pouvoir profiter des fruits de leur labeur. L'État doit se recentrer sur ses tâches régaliennes pour ne pas étouffer les citoyennes et les citoyens sous des charges salariales, des taxes et des impôts toujours plus élevés. Les citoyennes et les citoyens doivent à nouveau avoir l'opportunité de se réaliser et devenir acteur de leur propre vie. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons continuer à avoir un pays prospère et un filet social pérenne qui protège les plus faibles.

Ne pénalisons plus les femmes

Par Simone de Montmollin, conseillère nationale PLR/GE



Le Parlement a récemment donné son feu vert à l'introduction de l'imposition individuelle. Cette décision historique ouvre la voie à l'abolition de la pénalisation du mariage ainsi qu'à la plus importante réforme en matière d'égalité des droits depuis des décennies. L'imposition individuelle est un véritable changement

sociétal qui comporte plusieurs avantages majeurs pour les habitantes et les habitants de notre pays. Elle est née du constat que le système fiscal actuel, introduit en 1941, doit être adapté pour tenir compte des évolutions sociétales. En effet, l'imposition commune des couples mariés pénalise les ménages dont l'un des conjoints perçoit un deuxième revenu, souvent celui de la femme. Actuellement, 71 % des couples mariés sont des ménages à double revenu avant la retraite et sont donc pénalisés par le mariage. Les parents mariés avec des enfants de moins de 25 ans et un seul revenu, pour lesquelles le modèle actuel est destiné, représentent tout juste 2,2% des couples selon l'OFS. Il n'est pas admissible que l'État pénalise des citoyennes et citoyens en fonction de leur état civil et que les femmes conti-

nent à être lésées par le système fiscal actuellement en vigueur.

Le Conseil fédéral l'a bien compris en faisant de l'imposition individuelle l'un des objectifs de la dernière législature. Soutenu par une large coalition de tous les horizons politiques emmenée par les Femmes PLR, cet engagement pour un nouveau système qui ne discrimine personne correspond à la réalité sociétale. Imposer chacune et chacun individuellement favorise l'autonomie, renforce la responsabilité et l'esprit citoyen. Elle garantit une équité fiscale pour toutes et tous, indépendamment de l'état civil. Pour les femmes, l'imposition individuelle améliore leurs perspectives de carrière et leur prévoyance vieillesse. Une nécessité pour l'ensemble de la société.

Ce faisant, l'imposition individuelle permet de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de freiner l'immigration. Une augmentation du taux d'activité des couples ayant un deuxième revenu est démontrée par une étude d'Ecoplan. Le potentiel de main-d'œuvre supplémentaire pourrait représenter jusqu'à 60 000 emplois équivalents plein temps. Le domaine de la santé, les PME et l'économie tout entière profiteront d'un potentiel de main-d'œuvre indigène qualifiée plus important.

Enfin, à terme, ce sont les communes, les cantons ainsi que la Confédération qui tireront un avantage financier de l'introduction de l'imposition individuelle. En donnant un coup d'accélération à l'augmentation du nombre de personnes actives, l'imposition individuelle est une réponse concrète aux départs à la retraite des baby-boomers. Cette progression s'accompagnera d'une augmentation des cotisations aux assurances sociales.

Bien évidemment, tout changement de système entraîne des coûts initiaux. Toutefois, les effets du système actuel, imposant une nouvelle taxation à chaque changement d'état civil (mariage, séparation, divorce, veuvage) impactent plus lourdement les administrations que le passage à une imposition individuelle. En effet, personne ne naît marié. Tout un chacun commence sa relation fiscale avec l'État en remplissant une déclaration individuelle. Cela doit pouvoir perdurer tout au long du chemin de vie, indépendamment de l'état civil. La numérisation croissante de l'administration constitue d'ailleurs un levier pour faciliter les démarches administratives. Enfin, avec un délai de mise en œuvre de 10 ans, le législateur a tenu compte des craintes de cantons: c'est la génération des enfants qui entreront à l'école secondaire cet automne qui la première pourra en profiter...

Il est grand temps de faire ce pas. L'imposition individuelle n'est pas qu'une correction de la fiscalité des couples mariés, mais bien une réforme d'ampleur permettant d'atteindre l'égalité entre tous les individus, indépendamment de leur état civil. Plus qu'une opération comptable, elle profitera autant à la société qu'à l'économie. Près de cinquante-cinq ans après l'obtention du droit de vote des femmes, il s'agit donc bel et bien de l'aboutissement d'un processus, témoin de la transformation de notre société vers plus d'égalité. Le mariage pourra ainsi déployer toutes ses dimensions, dans le respect de la diversité, sans que l'État ne le pénalise par une vision fiscale passéiste et obsolète.

Une Suisse libérale, innovante et ouverte

Par Damien Cottier, président du groupe parlementaire PLR et conseiller national (NE)



La Suisse, cette nation de volonté sans accès à la mer ni aux matières premières, doit une grande partie de son succès à son économie libérale, à sa capacité d'innovation et à ses relations avec ses principaux partenaires économiques.

Le libre-échange assure des milliers d'emplois, génère des recettes fiscales importantes et contribue à la pérennité et au développement de nombreuses PME à travers notre pays. La Suisse gagne 1 franc sur 2 grâce à son commerce extérieur. Plus de la moitié des exportations suisses sont à destination de pays de l'Union européenne. Les États-Unis et la Chine suivent en 2^e et 3^e place, avec respectivement 15 % et 10 %.

Nos conditions-cadres attractives ont également permis de bâtir une place économique dynamique et d'attirer de nombreuses entreprises en Suisse qui génèrent des emplois directs et indirects, des salaires et des recettes fiscales élevées. Le financement de nos assurances sociales – au premier rang desquels notre système de retraites – et la nécessaire protection des plus faibles ne peuvent être assurés qu'avec les apports d'un secteur

privé fort, compétitif et innovant. Une réglementation modérée, qui laisse la place à l'esprit d'entreprise et à l'innovation, ainsi qu'un commerce international libre d'entraves, y contribuent fortement. Toutefois, la situation économique et géopolitique est aujourd'hui plus incertaine que jamais. Les populistes, de gauche comme de droite, remettent en question notre ordre économique libéral et prônent une politique isolationniste, protectionniste ou étatiste. Celles et ceux qui veulent contrôler les investissements étrangers ou augmenter sans cesse la fiscalité par exemple, nuisent à l'attractivité de la Suisse.

Dans ce monde de plus en plus instable, il est essentiel pour un petit pays comme la Suisse de miser sur l'ouverture plutôt que sur le repli. Cela passe notamment par une stabilisation et un développement de nos accords commerciaux. Les accords bilatéraux ont largement contribué au succès et à la prospérité de la Suisse depuis 25 ans: ils permettent à notre pays et à ses entreprises d'accéder au marché unique sans adhésion à l'UE. Il est plus nécessaire que jamais de les préserver. L'initiative de résiliation de l'UDC («10 millions») constitue une nouvelle tentative de détruire la voie bilatérale. Dans le contexte international actuel, prendre le risque de couper la Suisse de son principal partenaire commercial, qui représente 50 % de son commerce extérieur, est tout simplement irresponsable.

L'importance de ces accords pour notre population, nos emplois, nos PME, notre prospérité est indéniable. Sans travailleurs européens: qui nous soignera? Qui travaillera dans nos champs, nos vignes, nos restaurants? Et qui sera encore là pour poser des panneaux solaires et réussir la transition énergétique?

Les PME, les grandes entreprises suisses ainsi que les universités, hautes-écoles et centres de recherche ont aussi besoin de stabilité et de prévisibilité. La participation aux programmes de l'UE comme l'accord de recherche Horizon est un atout prépondérant pour l'attractivité de la Suisse et sa capacité d'innovation. Les synergies entre la formation duale, l'économie privée et le monde universitaire doivent aussi être valorisées et développées pour continuer à être un pays à la pointe de la recherche et de l'innovation. Ces liens, ainsi qu'une meilleure valorisation de l'apprentissage et d'une école obligatoire exigeante sur les connaissances de base et tournée vers l'avenir, nous permettront de maintenir l'attractivité et la compétitivité de la Suisse.

Dans un monde qui change à toute vitesse, les marchés émergents sont aussi d'une importance croissante. La conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des pays tel que le Vietnam, la Thaïlande notamment permettra de créer des emplois en Suisse et de renforcer notre prospérité. Cela aura aussi l'avantage de diversifier nos partenaires économiques et de réduire notre dépendance envers quelques grands partenaires. Les accords de libre-échange récemment conclus avec l'Indonésie et l'Inde ouvrent de nouvelles opportunités pour les PME ainsi que les grandes entreprises suisses.

Notre prospérité et la qualité de vie qui en découle ne sont pas acquises. On n'aurait tort de l'oublier. Les choix politiques et économiques que nous ferons dans les années à venir seront décisifs pour notre capacité à rester un pays prospère et à la pointe de l'innovation.

Engageons-nous ensemble pour une Suisse libérale, innovante et ouverte sur le monde!

La Suisse est à la croisée des chemins

Par Thierry Burkart, président du PLR et conseiller aux États (AG)

Nous vivons actuellement dans une période d'incertitude marquée par l'avènement de guerres, des droits de douane et du protectionnisme. Dans ce monde instable et imprévisible, il est essentiel que la Suisse continue à garantir sécurité, perspectives économiques et qualité de vie à ses citoyennes et à ses citoyens. La population suisse apprécie la cohésion sociale, la fiabilité des institutions étatiques et la liberté de mener sa vie comme elle l'entend. Les entreprises ne choisissent pas la Suisse au hasard : elles le font parce que notre pays offre sécurité et fiabilité. Grâce à sa neutralité, la Suisse peut manœuvrer entre les blocs. Ce rôle particulier renforce non seulement notre position internationale, mais aussi la prospérité et les prestations sociales dont jouit la population. Mais notre prospérité n'est cependant pas acquise et doit être défendue chaque jour. Une politique hostile à la classe moyenne et à l'économie, des augmentations d'impôts et des politiques de redistribution idéologiques sapent notre capacité à garantir à la population un revenu sûr, une formation de qualité et une mobilité sociale ascendante. Elles mettent également en péril nos emplois ainsi que notre capacité à innover et à investir.

L'initiative des Jeunes socialistes réclamant l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions est particulièrement néfaste. Elle prévoit une imposition massive des successions à partir d'un seuil de 50 millions de francs. Ce qui, à première vue, ne semble concerner que les super-riches, menace en réalité de nombreuses PME familiales qui constituent la colonne vertébrale de notre économie. En effet, un tel impôt risque de détruire des entreprises, simplement parce que les héritières et les héritiers ne sont souvent pas en mesure de supporter la charge fiscale qui pèse sur eux. Cela signifierait non seulement la fin d'entreprises bien établies, mais aussi la perte de nombreux emplois. Cette initiative re-

vient donc à se tirer une balle dans le pied. Les Jeunes socialistes pénalisent ainsi toutes les habitantes et les habitants de notre pays, car les pertes fiscales qui en résulteraient, se chiffrant en milliards de francs, menacent les services publics. Une fois de plus, la classe moyenne devrait mettre la main au porte-monnaie et supporter une charge financière supplémentaire.

Cette initiative s'inscrit dans une série de revendications coûteuses émanant de la gauche. Quelques exemples ? L'initiative sur le climat : 7,7 milliards de francs, la 13^{ème} rente AVS : 5 milliards de francs, l'allègement des primes : 4,5 milliards de francs, l'initiative sur la garde d'enfants : 770 millions de francs – et cette liste pourrait encore s'allonger. Toutes ces prétendues bonnes actions doivent être financées année après année par celles et ceux qui se lèvent tôt pour travailler. Nous infligeons ainsi aux personnes actives davantage de ponctions salariales et d'impôts. C'est inacceptable ! Nous n'accepterons aucune charge supplémentaire sur les salaires et nous combattons toute augmentation d'impôt.

En ces temps économiques difficiles, il est positif que le Conseil fédéral veuille freiner la croissance continue des dépenses fédérales au lieu de constamment inventer de nouvelles tâches étatiques. Le paquet de mesures d'allègement est un pas dans la bonne direction. Les dépenses de l'État doivent être ciblées, efficaces et gérées avec parcimonie. Mais cela ne doit pas s'arrêter là : la croissance de l'État doit être limitée. Aujourd'hui, un quart de la population active travaille pour le secteur public ou des entreprises parapubliques, soit plus d'un million de personnes. Rien qu'au niveau fédéral, 450 nouveaux postes sont créés chaque année sans que les anciens ne soient supprimés. De plus, les salaires dans la fonction publique sont environ 14 % plus

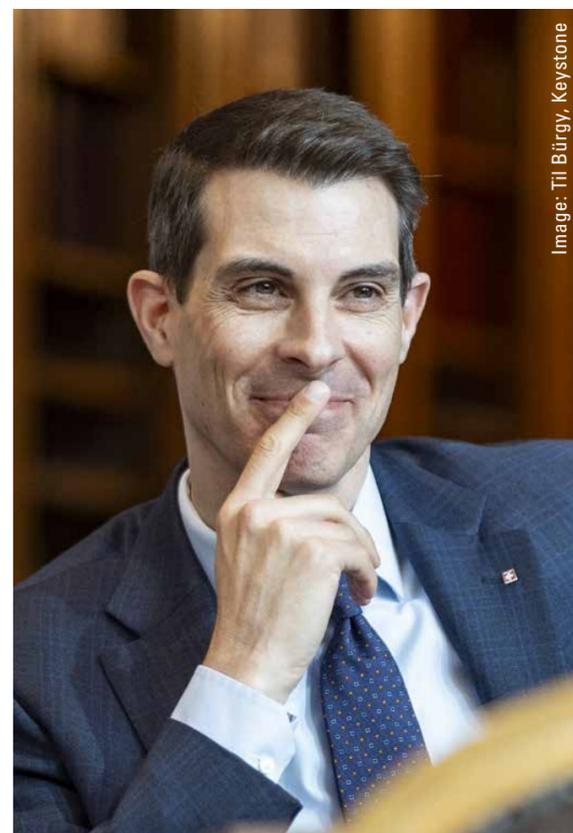


Image: Tili Bürgy, Keystone

« Nous avons besoin d'une politique libérale-radical ».

élevés que la moyenne. Cela coûte cher et pénalise nos PME. Pour cela, il est nécessaire de geler l'embauche de fonctionnaires fédéraux. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions continuer à disposer d'un État social qui protège et renforce les plus faibles. Le PLR s'opposera à celles et ceux qui veulent sauver les finances fédérales en imposant les avoirs de prévoyance vieillesse. Nous combattons ces attaques contre la classe moyenne par tous les moyens politiques !

Le succès économique, la cohésion sociale et la stabilité des finances de l'État sont indissociables. Celles et ceux qui croient pouvoir garantir la prospérité par des impôts plus élevés ainsi que davantage de redistribution et une réglementation excessive se trompent. Afin de pouvoir garantir la pérennité du modèle à succès suisse, nous avons besoin d'une politique libérale-radical qui renforce la responsabilité individuelle, récompense le travail et garantit l'attractivité économique de notre pays.

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Quel que soit le sens, l'idée persiste.

L'initiative des Jeunes Socialistes nuit à la classe moyenne.

L'initiative des Jeunes Socialistes entraînerait des pertes fiscales de plusieurs milliards de francs, que la classe moyenne devrait compenser. Avec un impôt de 50 % sur les successions, les plus gros contribuables risquent de fuir à l'étranger. Jusqu'à 3,7 milliards de francs de recettes manqueraient alors chaque année pour la Confédération, les cantons et les communes. Et qui paierait la différence ? Très probablement la classe moyenne, via une hausse d'impôts. Pour un ménage type, cela pourrait représenter un surcoût de 1265 francs par an.

- ▶ Le PLR protège la classe moyenne contre de nouveaux impôts.
- ▶ Le PLR empêche la vente forcée d'entreprises familiales suisses.
- ▶ Le PLR veille à garantir des prestations de qualité pour la collectivité.



Scanner le QR-code et participer à la campagne

**Non à l'initiative
des Jeunes Socialistes !**
initiative-js-non.ch

S'engager pour toutes celles et ceux qui se lèvent tôt

Ce dont la Suisse a besoin

Protéger le porte-monnaie de la classe moyenne

1. Pas de nouveaux impôts

Le PLR empêchera que le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens soit grevé par de nouvelles taxes, redevances et impôts. Le travail donne un sens à la vie et permet à chacune et à chacun de se réaliser et d'être indépendant. Aujourd'hui déjà, l'État intervient à plusieurs niveaux en taxant le travail et la consommation. L'écart entre ce que les employeurs paient et ce qui revient aux employées et employés est beaucoup trop important en Suisse. La gauche se vante de vouloir plus de « pouvoir d'achat », mais veut ponctionner encore davantage les salaires et taxer encore plus lourdement les achats quotidiens. Cela doit cesser !

Nous n'accepterons pas une augmentation des charges salariales, même minime, et nous nous opposerons à toute hausse d'impôts. Il est inadmissible que les citoyennes et les citoyens ne puissent pas décider eux-mêmes de l'utilisation de leur argent. Pour le PLR, il est clair que le travail doit à nouveau être rémunérateur. La charge fiscale et les prélèvements obligatoires doivent diminuer. Outre la compensation de la progression à froid due à la dépréciation monétaire, cela inclut également la compensation de la progression à chaud, qui entraîne des taux d'imposition toujours plus élevés en raison des gains de productivité. Ce n'est qu'en allégeant la charge fiscale que l'on pourra faire en sorte que le travail soit à nouveau rémunérateur pour la classe moyenne.

2. Une aide sociale pour celles et ceux qui en ont vraiment besoin

Le PLR soutient un filet social pérenne et efficient, maillon essentiel de la cohésion de notre pays. Les dernières années ont été bonnes sur le plan économique. C'est pourquoi il y a aujourd'hui moins de personnes à l'aide sociale qu'en 2019 par exemple. Au lieu de s'en réjouir, l'administration cherche activement à étendre l'état social et finance désormais les clubs de boxe et des cours de piano. De ce fait, en cas de nouvelle crise économique, l'explosion des coûts de l'aide sociale se fera indubitablement au détriment de la classe moyenne. Grâce à d'innombrables allocations supplémentaires, certains bénéficiaires de l'aide sociale sont financièrement mieux lotis que s'ils travaillaient. La Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) a récemment décidé d'une nouvelle réforme mal inspirée. La CSIAS veut s'éloigner de l'aide d'urgence, elle transforme l'aide sociale en une sorte d'assurance tous risques. Cela rend plus difficile la reprise d'une vie autonome pour les personnes concernées.

Il serait juste de davantage responsabiliser les bénéficiaires de l'aide sociale. Il est nécessaire d'avoir un écart entre le revenu provenant de l'aide sociale et celui provenant du travail (principe d'écart salarial). Celles et ceux qui travaillent doivent dans tous les cas avoir plus dans leur poche que celles et ceux qui vivent de l'aide sociale. Avant que la gauche ne se lance dans une réglementation effrénée, précisons que l'écart salarial nécessite des allocations adaptées dans le cadre de l'aide sociale, et non des salaires minimums. Comme

on le voit en France, les salaires minimums détruisent des emplois et plongent davantage de personnes dans le besoin. Au-delà de l'aide sociale, l'État doit être plus prudent dans sa distribution des aides financières, des prestations de soutien et des subventions. Distribuer de l'argent sans contre-prestation, c'est pénaliser celles et ceux qui travaillent.

3. Le libre-échange, garant de nos emplois et de notre prospérité

Les droits de douane, les guerres et la nouvelle donne en matière de géopolitique affaiblissent le commerce mondial. Que faut-il faire ? Sanctionner les États belligérants et miser sur le libre-échange avec le reste du monde. Ce n'est que grâce à une fiscalité attractive, à un marché du travail libéral et à l'ouverture économique que notre pays s'est établi parmi les leaders mondiaux.

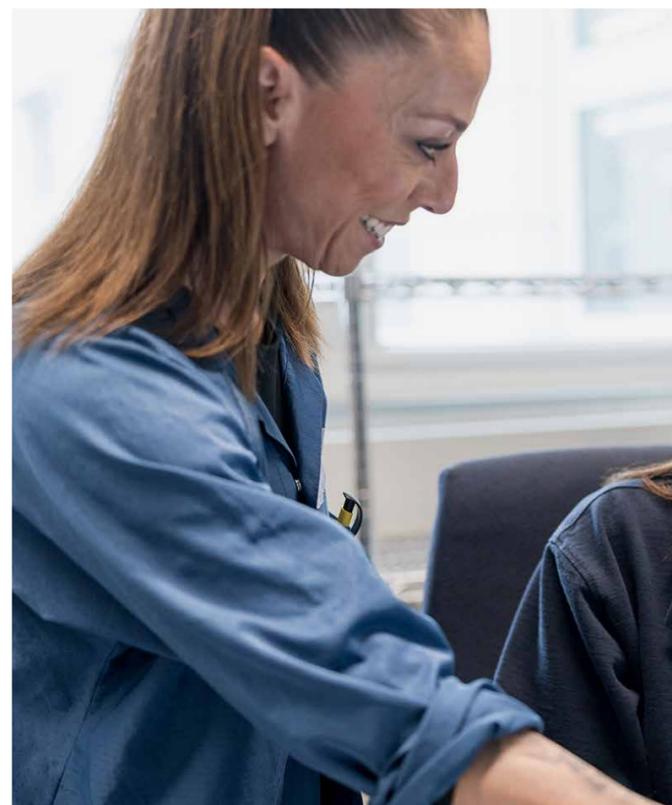
Une politique isolationniste «Switzerland first», similaire à celle actuellement décrétée par le président américain, serait catastrophique pour la Suisse. Le train Flirt de Stadler est certes assemblé en Thurgovie, mais les centaines de pièces détachées proviennent des quatre coins de la planète. Le libre-échange n'apporte pas seulement la prospérité, il garantit également une concurrence saine qui a notamment pour avantage de remettre en cause les structures sclérosées et les cartels. Davantage de concurrence limite également le pouvoir de l'administration et des lobbies.

Les échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne sont prépondérants pour la Suisse, ses PME, ses grandes entreprises ainsi que ses emplois. L'UE achète près de la moitié de nos biens et services. Les pays de l'UE fournissent également la majeure partie de nos importations. Les accords bilatéraux ont rendu notre pays plus prospère par habitant que presque tous les États membres de l'UE (le Luxembourg arrive en tête), car ils harmonisent les normes techniques et facilitent ainsi les échanges commerciaux. Ils protègent également la Suisse contre l'adhésion à l'UE. Les accords bilatéraux empêchent aussi le chaos en matière d'asile. Sans lesdits accords, tout demandeur d'asile débouté dans l'UE pourrait déposer une deuxième demande en Suisse. Même si Donald Trump devait renoncer aux droits de douane les plus punitifs, l'incertitude économique persistera. Cette incertitude pèse sur l'économie d'exportation suisse, sur les PME et sur des milliers de place de travail. Les accords bilatéraux et de libre-échange sont plus importants que jamais. Le PLR demande donc la mise en œuvre rapide de l'accord avec l'Inde, la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur, le Vietnam ainsi que l'actualisation des accords existants avec la Chine, le Japon et le Mexique. Des entretiens exploratoires sont également nécessaires avec les États-Unis. Aucun secteur ne doit entraver ces discussions qui sont d'une importance capitale pour un petit pays ouvert sur le monde comme le nôtre.

Rendre l'État plus efficient

4. Garantir la cohésion intergénérationnelle

Le frein à l'endettement est censé protéger les générations futures du manque de prudence des politiques.



Susana Fabro (42 ans) et Maria Marinelli (27 ans) travaillent dans la production de capteurs. Dans leur travail, la précision et le travail d'équipe sont essentiels.

Mais en contournant ce frein à l'endettement, la politique a creusé un nouveau trou financier de plusieurs milliards. Il ne s'agit pas de dettes publiques, mais de promesses de retraites non financées. Les experts sont unanimes : le système de retraite par répartition atteint ses limites. Lorsque l'AVS a été créée en 1948, l'espérance de vie d'une personne de 65 ans était de 14 ans. Aujourd'hui, elle est déjà de 24 ans, et la tendance est à la hausse. À l'époque, il y avait six personnes actives pour chaque retraité. Aujourd'hui, on compte trois personnes en âge de travailler pour une personne de plus de 65 ans. D'ici 2050, il n'y en aura plus que deux.

Les promesses actuelles de l'AVS s'élèvent à pas moins de 1200 milliards de francs. La gauche, le Centre et l'UDC promettent des cadeaux à la population que la classe moyenne devra indubitablement payer. Nous, les Libéraux-Radicaux, avons une image plus positive de la génération des retraités. Nous savons qu'elle connaît mieux que quiconque la valeur du travail, de l'entraide et de la responsabilité. C'est pourquoi le PLR continuera à se battre aux côtés des retraitées et retraités, pour les générations actives, les plus jeunes et toutes celles et ceux qui ne sont pas encore nés. Il est clair que les personnes qui exercent des métiers physiquement pénibles ne peuvent pas travailler aussi longtemps qu'une personne travaillant dans un bureau. Il est aussi clair qu'on ne peut pas faire payer la facture aux jeunes, ni écarter les personnes plus âgées du marché du travail. Afin de garantir la cohésion intergénérationnelle, il est grand temps de réformer le système de prévoyance vieillesse et de réexaminer l'âge de départ à la retraite. Il n'est pas réaliste que celui-ci reste figé à 65 ans.

5. Freiner la croissance continue des dépenses fédérales

Pendant des décennies, la Berne fédérale n'a cessé de décider de nouvelles dépenses et de subventions. Aujourd'hui, la Confédération s'enfonce dans les chiffres rouges. Le « programme d'allègement budgétaire 2027 » constitue un premier pas important. Celui-ci est indispensable pour endiguer les dépenses excessives du Parlement, tout en garantissant le réarmement nécessaire de l'armée. Après avoir délaissé notre capacité de défense pendant les longues années relativement pacifiques qui ont suivi la guerre froide, nous devons aujourd'hui redéfinir nos priorités. C'est le seul moyen de préserver la liberté et la sécurité de la Suisse.

La Confédération dépense chaque année environ 85 milliards de francs. Plus de la moitié de cette somme est constituée de subventions. L'administration fédérale



Image: Jannik Kaiser

Production électronique chez Baumer, une entreprise spécialisée dans la production de machines-outils. Les machines-outils sont essentiels.

dispose d'un important potentiel d'amélioration de son efficacité. Le programme d'allègement 27 permet de renoncer à des dépenses de l'ordre de trois à quatre milliards de francs, c'est-à-dire précisément à l'argent qui manque dans le budget de la Confédération. Le PS fait preuve de malhonnêteté quand il parle de « projet d'austérité » pour un ajustement aussi minime des dépenses. Ce programme d'allègement 27 n'est pas une cure d'austérité mais bien un frein à la croissance continue des dépenses fédérales. Malgré ce paquet, les dépenses fédérales continueront d'augmenter, mais un peu moins rapidement. Il serait également faux de détricoter ce programme d'allègement et de négocier chaque dépense séparément au Parlement, le principe d'égalité des sacrifices serait remis en cause et les lobbies auront alors carte blanche.

6. Geler l'embauche de fonctionnaires fédéraux

L'administration croît à tous les niveaux de l'État, et ce bien plus rapidement que la population. La Confédération à elle seule crée environ 450 nouveaux postes chaque année. Alors que l'appareil étatique se développe fortement, l'économie privée manque de main-d'œuvre qualifiée. La bureaucratie et la régulation augmentent de plus en plus avec de conséquences néfastes pour les PME, les indépendants, l'agriculture, les grandes entreprises, les communes ainsi que les citoyennes et les citoyens.

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a récemment calculé que les coûts de la bureaucratie pour les PME suisses s'élèvent désormais à plus de six milliards de francs par an. De plus, l'État ravit la main-d'œuvre qualifiée qui fait cruellement défaut au secteur privé, en leur offrant des contrats avec davantage de vacances, une meilleure prévoyance, une protection accrue contre le licenciement et des primes salariales pouvant atteindre 14 %.

Le PLR veut mettre un terme à cette situation. Il est nécessaire de geler les effectifs de la Confédération et de ses prestataires externes. L'influence des sociétés de conseil proches de la Confédération est devenue trop importante. Même si la Confédération assume de nouvelles tâches, cela ne signifie pas nécessairement que son budget doit continuer d'augmenter. Chaque PME a l'habitude de recruter le personnel nécessaire pour de nouveaux secteurs d'activité et de réduire ses effectifs dans d'autres domaines. Le Conseil fédéral doit définir les tâches non essentielles auxquelles l'État est prêt à renoncer et celles qui peuvent être accomplies plus efficacement grâce à la numérisation.

Vivre mieux

7. Protéger les avoirs de prévoyance

Pour la plupart des Suissesses et des Suisses, le deuxième pilier représente le plus grand avoir financier. C'est là que mûrissent les fruits de leur travail doublés par les cotisations de l'employeur. Comme la fortune d'une caisse de pension est investie sur plusieurs décennies, l'épargne privée augmente avec le succès des marchés financiers.

Le PS attaque l'épargne individuelle en la qualifiant « d'accumulation insensée de capital ». Sous sa pression, un impôt sur la prévoyance vieillesse est prévu par le Conseil fédéral pour imposer les retraits de capitaux à la retraite. L'intention du PS est claire. En 2024, les Jeunes socialistes l'ont même écrit noir sur blanc dans un papier de position: ils demandent sans détour la suppression du deuxième pilier.

Le PLR continuera de combattre ces attaques contre les avoirs de prévoyance par tous les moyens. Ce printemps, 6760 citoyennes et citoyens ont utilisé la plateforme de mobilisation participative du PLR pour répondre à la consultation de la Confédération et exprimer leur opposition à ce projet du Conseil fédéral d'imposer les retraits de capitaux. Il ne s'agit pas seulement du fait que ce nouvel impôt sur la prévoyance est contraire au principe de bonne foi. Il s'agit aussi de valeurs. Le droit de se constituer un bas de laine pour ses vieux jours indépendamment de l'État fait partie de la liberté de chacune et de chacun. Il est essentiel de pouvoir envisager l'avenir sans soucis financiers et sans dépendre de l'État.

8. Permettre l'accès à la propriété pour la classe moyenne

Devenir propriétaire est un rêve que nourrissent de nombreux citoyennes et citoyens de ce pays. Pour le PLR, celles et ceux qui travaillent dur et économisent doivent pouvoir réaliser ce rêve. Nous nous battons pour que l'accès au logement soit à nouveau possible et encouragé pour les jeunes familles et la classe moyenne. C'est exactement ce que prévoit la Constitution fédérale (art. 108).

La clé réside dans l'accélération de la construction de logements. Le logement est sans doute le secteur où les citoyennes et les citoyens ressentent aussi directement la charge bureaucratique, celle-ci empêchant la construction d'un nombre suffisant de nouvelles habitations. La réglementation excessive doit être réduite, les procédures doivent être accélérées et le droit de la construction doit être simplifié. Comme l'on ne construit pas assez et que la demande augmente, les loyers ainsi

que les prix à la vente explosent. Il y a suffisamment de potentiel, même sans nouvelles constructions en pleine campagne. Les bâtiments existants peuvent être surélevés, les bureaux et les surfaces commerciales vides peuvent être réaffectés. Faisons à nouveau preuve de bon sens et de pragmatisme. Il ne doit pas s'écouler plus d'un an entre la planification et le premier coup de pioche d'un nouveau logement. Les procédures d'opposition doivent être accélérées. Enfin, la protection excessive des monuments et du patrimoine doit être assouplie sans quoi les prix des logements continueront d'augmenter significativement.

9. Un filet social pour les plus faibles

Fort heureusement, la misère, la faim et l'extrême pauvreté sont pratiquement inconnues en Suisse. Notre filet social pour les plus faibles fonctionne et nous pouvons en être fiers. Chaque année, plus de 23 milliards de francs sont consacrés à l'aide sociale, aux prestations complémentaires, aux réductions de primes et aux rentes d'invalidité. Le PLR tient à ces prestations sociales.

Ces prestations ont toutefois un coût. La Suisse peut se permettre de telles dépenses, car elle est attractive pour les entreprises qui réussissent à l'international. Une fiscalité relativement basse, une réglementation raisonnable et un marché du travail libéral ainsi que la formation duale et la recherche fondamentale et l'innovation attirent des entreprises qui remplissent les caisses de l'État. Même celles et ceux qui ne reçoivent pas d'aide en profitent. Preuve en est, les salaires d'une éducatrice de l'enfance ou d'un ouvrier du bâtiment sont beaucoup plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. La productivité élevée dans des secteurs clés comme l'industrie pharmaceutique, les technologies médicales, la chimie, l'industrie des machines, l'horlogerie ou les services financiers est le moteur de la prospérité suisse. Pour que cela reste ainsi, il faut abolir les obstacles idéologiques et les tabous (génie génétique, énergie nucléaire, 5G). Il faut privilégier la liberté de recherche plutôt que la bureaucratie, l'ouverture technologique plutôt que les interdictions et l'esprit entrepreneurial plutôt que la politique industrielle planifiée.

En ce qui concerne les conditions cadres pour les entreprises internationales, la Suisse a pris du retard. La première mesure à prendre consiste à réexaminer l'impôt minimum de l'OCDE. La Suisse a introduit cet impôt il y a un an, dans l'espoir que de nombreux autres pays lui emboîteraient le pas. Cela ne s'est pas produit. Si l'impôt minimum de l'OCDE ou un modèle équivalent ne s'est pas imposé auprès de nos principaux partenaires commerciaux d'ici cinq ans, la Suisse devra s'en retirer. Notre prospérité, nos emplois et notre filet social en dépendent.

Adopté par l'Assemblée des délégués du PLR. Les Libéraux-Radicaux le 28 juin 2025.



Image: Jannik Kaiser

Mathilde Maillard, 31 ans, avocate et présidente du PLR Lausanne. Sa journée commence dès 7 h pour répondre aux demandes de ses clients et défendre leurs intérêts.

Jamais le modèle suisse n'a été autant mis à l'épreuve

« Je me réjouis que notre parti ait le courage, malgré les vents contraires, de s'attaquer à ce qui est nécessaire et non à ce qui est agréable. » déclare l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger.

Par l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger

Mesdames, Messieurs, je vous remercie chaleureusement de m'avoir invité à partager quelques réflexions durant votre Assemblée des délégués. C'est le privilège de l'âge de pouvoir se libérer du tourbillon de l'actualité politique quotidienne et d'observer les événements sous un angle différent. Les quelque soixante années durant lesquelles j'ai pu assumer des responsabilités et acquérir de l'expérience en tant qu'entrepreneur, homme politique et membre d'un conseil d'administration, ont été globalement marquées par trois époques : la guerre froide, le renouveau économique et démocratique qui a suivi la chute de l'Union soviétique et, aujourd'hui, l'effondrement brutal d'un ordre mondial.

Pendant la guerre froide, la vie n'était pas mauvaise lorsque l'on se trouvait du bon côté du rideau de fer. La menace communiste imposait une forme de discipline au monde occidental libre et, malgré leurs différences, les deux camps garantissaient une certaine stabilité grâce à l'équilibre nucléaire. L'échec flagrant de l'économie planifiée dans les dictatures communistes illustrait clairement la supériorité de la démocratie, du libre-échange et de l'économie de marché. À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, une longue période de prospérité a débuté. Ainsi, le commerce mondial s'est développé de pair avec la prospérité globale, l'extrême pauvreté et la faim ont reculé tandis que l'espérance de vie augmentait. De nouvelles démocraties ont vu le jour et le nombre de morts dus à la violence et aux guerres a considérablement diminué. Les Américains se sont chargés – malgré toutes les erreurs qu'ils ont commises – d'établir et de préserver les règles et les valeurs indispensables à tout ordre mondial prospère. Pour la Suisse, pays exportateur par excellence, cette situation fut extrêmement bénéfique.

Tout cela a pris fin brutalement. Un axe autocratique, sous la houlette de la Russie et de la Chine, s'engage résolument dans la lutte contre les idées démocratiques. Un ordre mondial s'effondre, le pouvoir remplace le droit et des guerres font à nouveau rage non loin de chez nous. Le commerce mondial fondé sur des règles, notre principale source de prospérité, est en pleine

tourmente. Le vieillissement démographique met sous pression les systèmes sociaux et la capacité d'innovation dans les pays industrialisés prospères comme la Suisse. L'endettement mondial atteint des proportions historiques et met en danger non seulement la stabilité des différents États, mais aussi celle du système financier global. La démocratie vacille dans le monde entier et a perdu du terrain même dans les démocraties bien établies. Les États-Unis se détournent manifestement d'un ordre composé d'États démocratiques souverains qui coopèrent dans une concurrence pacifique. Ils se rapprochent de ceux qui aspirent à un ordre dominé par une poignée de grands États contrôlant leur sphère d'influence de manière impérialiste et faisant fi de la démocratie. On peut alors se demander si l'Europe, politiquement fragmentée, sera capable de s'affirmer dans un tel ordre malgré sa puissance économique. Dans une situation mondiale aussi complexe, personne ne peut prédire comment les choses vont évoluer. L'histoire montre que les périodes de déliquescence de l'ordre mondial sont toujours dangereuses.

Dans le contexte turbulent actuel, la Suisse apparaît encore comme un îlot de stabilité et de bonheur. Elle se classe parmi les meilleurs pays selon presque tous les critères de réussite d'un État, tels que la prospérité, la stabilité, la légitimité démocratique, l'attractivité économique, l'équilibre social, l'espérance de vie ou la qualité de vie. Ce succès, elle le doit – outre à des circonstances favorables – à une culture politique qui combine avec succès deux principes complémentaires : d'une part, le principe de liberté avec ses libertés individuelles et son ordre économique encore relativement libéral et, d'autre part, le principe de cohésion qui favorise la cohabitation sociale. Avec une population équivalente à celle d'une grande ville chinoise, sans ressources naturelles et avec un marché économique minuscule, la Suisse aurait été un pays très pauvre si elle s'était isolée des autres pays. C'est l'ouverture aux marchés mondiaux avec des produits de haute qualité qui nous a apporté une prospérité bien supérieure à la moyenne. La nouvelle donne géopolitique rend toutefois très difficile le maintien de cette prospérité.

Le protectionnisme croissant ainsi que la politique économique absurde des États-Unis détériorent considérablement la situation économique. Les marchés financiers fortement endettés augmentent le risque d'une nouvelle crise financière. Un autre risque augmente aussi : le danger d'un conflit armé en Europe, la guerre dite hybride nous touchant déjà. Sans immigration et avec son faible taux de natalité, la Suisse serait menacée non pas de devenir une Suisse à dix millions d'habitants, mais de devenir une Suisse à six millions d'habitants, en majorité composée de personnes âgées comme moi. Dans un tel scénario, il serait impossible de financer l'État social et la productivité de notre économie baisserait drastiquement. Parallèlement, on ne peut ignorer les signaux selon lesquels notre société risque de se transformer en une société d'assistés. Dès qu'une société cesse de valoriser la performance, ses exigences envers l'État deviennent impossibles à satisfaire. Tout cela crée des défis comme la Suisse n'en a plus connus depuis la Seconde Guerre mondiale. J'ai toutefois l'impression qu'une grande partie du monde politique ne s'en émeut guère. Cela pourrait se retourner contre nous.

Compte tenu des défis mentionnés, une stratégie pourrait en réalité être mise en œuvre de manière assez simple. Elle s'articule autour de cinq axes :

1. Compenser les difficultés liées au commerce mondial par une amélioration permanente des conditions cadres en lieu et place des détériorations continues que l'on a connues jusqu'à présent. Il faut en finir avec les nouvelles obligations réglementaires, les quotas, les menaces de plainte, la rigidité du marché du travail, la charge fiscale et les augmentations des cotisations sociales.
2. Préserver la solidité financière de l'État, car des finances saines sont le pilier de la résilience d'un État en période difficile. C'est la seule façon de garantir la capacité d'action de l'État en temps de crise et d'assurer la marge de manœuvre des générations futures. Cela n'est possible que si l'État se recentre sur ses tâches régaliennes et renonce aux prestations superflues. À cet égard, je suis reconnaissant

envers notre présidente de la Confédération de son grand engagement en faveur de cette cause.

- Garantir l'accès aux principaux marchés d'exportation, en particulier le marché intérieur de l'UE et ses près de 500 millions de consommateurs. Avec les Bilatérales III, le conseiller fédéral Ignazio Cassis est parvenu à négocier une solution viable malgré d'énormes résistances. Cela signifie également la conclusion de nouveaux accords de libre-échange (y compris, si possible, avec les États-Unis), qui ne doivent échouer ni en raison d'aspirations protectionnistes égoïstes ni en raison d'exigences morales irréalistes envers les pays partenaires. Enfin, il est nécessaire de poursuivre le processus de l'OMC qui continuera à faciliter une grande partie du commerce mondial.
- Permettre aux personnes possédant des qualifications nécessaires à notre économie de pouvoir migrer en Suisse, sans pour autant mettre à mal notre capacité d'intégration. Un exercice d'équilibriste !
- Rétablir la capacité de défense de l'armée.

Cette stratégie est un remède amer. Mais jamais le modèle suisse n'a été autant mis à l'épreuve. Et la Suisse a rarement eu autant de mal à résoudre des problèmes complexes par des compromis acceptables, que ce soit dans le domaine social, sécuritaire, financier, énergétique, économique ou européen. Or, la capacité à faire des compromis est essentielle dans une démocratie directe. Certains partis politiques ont découvert que la polarisation permet de remporter des élections. C'est pourquoi ils semblent plus intéressés par les victoires électorales que par les solutions. Les uns célèbrent une nouvelle forme de lutte des classes, les autres creusent un fossé entre les villes et les campagnes ou entre les Suisses et les étrangers, mais tous ont en commun de désigner des boucs émissaires responsables de tous les maux. Il en résulte des préjugés qui entravent un débat constructif. Et il est manifestement devenu plus facile de marquer des points politiques en faisant du clientélisme ou en proposant des solutions simplistes qu'en prescrivant le remède amer qui s'impose. Mais une politique fondée uniquement sur de fausses promesses et des cadeaux non financés ne mènera jamais au succès. Parfois, il faut justement un remède amer pour réussir. Ludwig Erhard a réalisé le miracle économique allemand grâce à une révolution douloureuse de l'économie de marché. De la même manière, Leszek Balcerowicz a transformé la Pologne, alors très pauvre, en un pays émergent respecté avec une économie dynamique. Gerhard Schröder, avec son Agenda 2010 qui lui a finalement coûté sa réélection, a transformé « l'homme malade de l'Europe » en une économie florissante. Mais ces dernières années, l'Allemagne a justement montré qu'une politique de complaisance pouvait replonger un pays dans la crise.

Chez nous aussi, les réformes difficiles ont porté leurs fruits : ce n'est pas le refus de l'EEE qui a été à la base de notre succès ces dernières années, comme l'affirment parfois nos adversaires de droite. Il s'agissait essentiellement d'une triple stratégie : l'assainissement des finances fédérales au moyen d'un frein à l'endettement et de trois grands programmes d'allègement budgétaire ; la mise en œuvre autonome du programme de libéralisation que l'EEE nous aurait imposé, dans un tour de force du Conseil fédéral et du Parlement, comme l'avait proposé l'économiste saint-gallois Heinz Hauser ; et enfin, les accords bilatéraux avec l'UE.

Je me réjouis donc que notre parti ait le courage, malgré les vents contraires, de s'attaquer à ce qui est nécessaire et non à ce qui est agréable. Je pense ici également à nos conseillers fédéraux et leur politique financière. Les revendications

économiques que vous examinez aujourd'hui en sont un exemple. Si ces revendications étaient mises en œuvre, elles constitueraient un pilier central d'une stratégie visant à garantir le succès futur de la Suisse. Cela demande du cran et ne sera pas applaudi partout. Je vous félicite pour votre courage.

Cela me donne l'occasion de dire quelques mots à propos de Thierry Burkart, qui a malheureusement annoncé sa démission de son poste de président. Il est trop tôt pour évoquer tous ses mérites, car il restera heureusement à nos côtés en sa qualité de président pour plusieurs mois encore. Je serai donc bref. Il a eu le courage de recentrer le parti sur ce qui est nécessaire et non sur ce qui est populaire. Il a ainsi redonné toute son importance à la politique libérale, impopulaire mais ô combien essentielle, et il a eu le courage de nommer et de s'attaquer aux problèmes urgents dont la résolution ne rapporte guère de lauriers. Je tiens à l'en remercier chaleureusement.

Il y a encore un autre point important qui me tient à cœur concernant vos revendications économiques. Celles et ceux qui défendent une économie forte sont régulièrement accusés de représenter des intérêts particuliers, au détriment des plus faibles. C'est tout le contraire. Nous n'avons pas besoin de conditions cadres économiques exceptionnelles afin de permettre à des managers incompetents de toucher des bonus élevés et aux spéculateurs boursiers de s'acheter de belles voitures. Nous en avons besoin pour être en mesure d'offrir les meilleurs emplois possibles au plus grand nombre, afin de générer les ressources nécessaires au financement de l'état social, de l'éducation, la recherche et la sécurité de toutes et tous. Nous pouvons voir chaque jour à la télévision ce qu'une économie en difficulté signifie avant tout pour les plus faibles et pour l'état en tant que prestataire de services. Engageons donc les réformes nécessaires pour garantir notre prospérité même en ces temps difficiles.

Même si les défis sont de taille, la Suisse est mieux armée que d'autres pays européens pour les relever. La confiance dans la démocratie reste forte chez nous, sans doute parce que la démocratie directe permet au peuple de garder un droit de regard sur ses dirigeants. De gauche à droite, il existe encore un large consensus autour des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Même si les opinions divergent sur des questions telles que la coopération internationale, tous les partis ont une attitude fondamentalement positive à l'égard de notre système politique. Même si l'administration est trop développée dans certains domaines – votre demande de geler l'embauche de fonctionnaires fédéraux est raisonnable ! –, elle est compétente, proche des citoyens, peu corrompue et motivée. L'État fonctionne. Sa situation financière est saine, sauf dans le domaine social. La formation duale reste un atout. L'économie est innovante, structurellement saine et compétitive. Malgré les nuages qui s'amoncellent, notre place économique reste très bien classée. Notre système politique complexe, avec sa démocratie directe, son principe de milice, son fédéralisme et sa concordance, reste un atout dans une situation politique compliquée, par rapport aux systèmes gouvernementaux purement représentatifs. Nous pouvons y arriver si nous nous réveillons et que nous mettons la main à la pâte au lieu de nous invectiver. Ce n'est pas une question de capacité. C'est une question de volonté. De prise de conscience.

Jean-Pascal Delamuraz, l'un de mes amis politiques les plus proches, avait coutume de dire : « Les Suisses se lèvent tôt et se réveillent tard. » Pour rester dans la métaphore de votre président Thierry Burkart, nous, libéraux-radicaux, pouvons sonner le réveil de la Suisse !

Ce discours a été prononcé lors de l'Assemblée des députés du PLR Suisse.



Donnez votre avis au Conseil fédéral.

6760 x Merci !

NON à l'impôt sur la prévoyance !

Celui ou celle qui travaille dur toute sa vie et qui épargne de manière responsable ne doit pas être pénalisé.

« C'est absurde ! Où mène une telle rupture de confiance ? Je ne souhaite pas que l'Etat dicte mes investissements. »

Barbara, Ursy (FR)

Comme Barbara, 6760 citoyennes et citoyens se sont exprimés dans le cadre de notre campagne de mobilisation participative.

Pour toutes celles et ceux qui se lèvent tôt.

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Même travail, mêmes chances.

OUI à l'imposition individuelle !

- › **Pour l'égalité des chances !**
Mettre fin à la discrimination des femmes actives.
- › **Pour une réduction d'impôts !**
Introduire un système fiscal moderne et indépendant de l'état civil.
- › **Pour faire progresser la société !**
Le statut de la relation ne doit plus être un critère pour le système fiscal.
- › **Contre la pénalisation du mariage !**
Arrêtons de discriminer les couples mariés.

plr.ch/imposition-individuelle

PLR

Les Libéraux-Radicaux